



## BÂTIMENT

**Une nouvelle audience devant la cour d'appel de Paris pourrait relancer l'enquête de l'Autorité de la concurrence sur des soupçons d'abus de position dominante.**

# Concurrence : l'enquête sur le marché de l'isolation relancée

Ce sera sans doute l'un des sujets de conversation à Bati-mat, le salon international de la construction, qui ouvrira ses portes le 7 novembre prochain à Paris. Car de ce qui sortira de l'audience, aujourd'hui, devant la cour d'appel de Paris dépendra l'avenir de l'enquête lancée par l'Autorité de la concurrence sur le marché de la rénovation thermique des bâtiments existants.

Les sages de la rue de l'Echelle s'étaient emparés du sujet sur la base du dossier transmis fin 2007, à l'époque à la DGCCRF, par la société **Actis** fabricant d'isolants réflecteurs minces multicouches, qui cherchait alors en vain à faire certifier ses produits. Ayant obtenu, début juin 2009, par ordonnance du juge des libertés et de la détention du tribunal de grande instance de Paris, le droit à procéder à des opérations de visites et saisies dans les locaux de la principale organisation professionnelle des producteurs d'isolants, le FILMM, des

organismes certificateurs (Afnor, Acermi et CSTB) et du géant français de la laine de verre, Isover Saint-Gobain, les enquêteurs de l'Autorité de la concurrence avaient effectué des descentes sur plusieurs sites (« Les Echos » du 24 juin 2009), en vue de rechercher la preuve d'éventuelles pratiques anticoncurrentielles sur ce juteux marché de l'isolation.

### Tir de barrages judiciaire

Mais l'institution n'a pu mener plus avant ses investigations face au tir de barrage judiciaire des entités visées, lesquelles ont multiplié les recours contre les conditions de ces visites et des saisies de documents. Le Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB) a ainsi obtenu, par un arrêt de la cour d'appel de Paris du 4 janvier 2011, la nomination d'un expert afin de déterminer si les enquêteurs auraient pu procéder autrement. Un jugement cassé par un arrêt de la Cour de cassation le 16 juin, renvoyant l'affaire

en cour d'appel. Si celle-ci devait acter la décision de la haute juridiction, l'Autorité de la concurrence pourrait enfin utiliser les pièces saisies pour étayer ses soupçons de comportements illicites.

Dans sa requête au juge des libertés et de la détention, elle n'en exposait pas moins d'une dizaine, énumérés par la cour d'appel : à l'encontre du CSTB pour avoir notamment « fait obstacle à une demande d'agrément technique présentée par Actis » ou « opéré une communication agressive déloyale » à l'égard des produits de cette société ; visant Isover Saint-Gobain, pour « lobbying agressif » et avoir « œuvré » au retrait d'une certification du Tri Iso Super 9 d'Actis ; ou encore le FILMM et l'Afnor. Le tout, selon la requête, laissant présumer « un abus de position dominante ».

Contactées, aucune des parties n'était en mesure ou n'a souhaité répondre aux sollicitations des « Echos ». **ANTOINE BOUDET**